

Au cours des six premiers mois de 1977, les prestations d'assurance-chômage se sont élevées en moyenne à 12.7 millions de dollars par jour, soit \$530,000 l'heure, \$9000 à la minute, \$150 à la seconde. Le peuple canadien devrait réfléchir à cela. Et qu'il ne cherche pas de consolation dans les propos du premier ministre ni dans ceux du ministre de l'Industrie et du Commerce. Ils sont deux grands partisans de la libre entreprise qui laisseront le capital s'en aller au sud et les entreprises plier bagages. Au nom de la libre entreprise, ils n'interviendront pas.

Il est intéressant de lire un article comme celui-ci, que je tire d'un journal:

NEW YORK COURTISENT LES CANADIENS À OTTAWA

Des entrepreneurs de l'est de l'Ontario ont été invités à passer la journée du 28 septembre à Ottawa pour se faire une idée des avantages qu'il y a à établir des filiales dans le nord de l'État de New York.

Cette conférence, organisée par le comté St. Lawrence, fait partie d'un effort tenté par des localités situées sur la rive sud de la voie maritime du Saint-Laurent qui cherchent des industries, pour séduire des chefs d'entreprise canadiens.

Cet article n'est-il pas encourageant pour les contribuables canadiens? Un groupe de banquiers de New York a assemblé des fonds s'élevant à 500 millions de dollars pour aider les entreprises canadiennes à quitter le Canada pour les États-Unis. Dans les États situés le long de la frontière, on construit des complexes commerciaux pour loger les entreprises canadiennes. Une fois qu'un tel mouvement est commencé, il est impossible de l'arrêter.

Quelle autre possibilité offre le gouvernement? Il affecte 450 millions de dollars pour des projets temporaires de création d'emplois. Pourquoi le ministre de l'Industrie et du Commerce n'organise-t-il pas une session d'étude pour découvrir pourquoi ces entreprises quittent le pays? Pourquoi ne fait-il pas quelque chose pour les garder au Canada? Il est inutile de dire qu'il refuse de faire quoi que ce soit parce qu'il est un grand partisan de la libre entreprise. Il représente l'une des grandes chances qu'aient eues les États-Unis.

J'aimerais lire certaines des observations qu'ont fait des hommes d'affaires canadiens. Un porte-parole de Jarry Electronics, qui est déménagé de Hawkesbury, en Ontario, à Massena, New York, a déclaré:

Il y a un point où il n'est plus possible de rebrousser chemin et le Canada y est presque rendu.

Un article sur l'investissement canadien aux États-Unis publié dans le *Ottawa Citizen* déclare:

Nous n'avons pas déménagé simplement pour quitter le Canada; c'était une question de survie.

Un porte-parole de Massey-Ferguson déclarait dans le numéro du 23 novembre 1976 du *Globe and Mail* de Toronto:

La politique économique du gouvernement Trudeau effraie le monde des affaires au point qu'il préfère investir aux États-Unis.

Voici un autre passage révélateur tiré du numéro du 23 juillet 1977 de l'*Ottawa Citizen*:

Il y a maintenant 140 sociétés de fabrication canadiennes qui ont des locaux dans l'État de New York.

Don McGillivray de Southam News a déclaré:

Le Canada s'en va à la dérive comme un navire sans gouvernail.

Un manufacturier de l'Ontario a eu le commentaire suivant:

Les industries ne peuvent tout simplement pas survivre dans le climat canadien actuel et de nombreuses autres sociétés déménageront aux États-Unis.

Comme je l'ai fait remarquer, cela nous nuit. Tout ce que nous avons à faire, c'est d'accroître la Commission d'assu-

rance-chômage et d'avoir recours à ces programmes factices de création d'emplois. Si le ministre de l'Industrie et du Commerce et ce gouvernement étaient sur le qui-vive, ils consulteraient des conseillers en investissements partout au Canada. C'est ce que j'ai fait. J'en ai récemment consulté un à Winnipeg. Il a une fonction permanente très lucrative qui consiste à aider les entreprises canadiennes à déménager aux États-Unis. Ses commentaires concernaient surtout le Manitoba, mais le climat politique dans cette province s'est amélioré de 100 p. 100 ces deux dernières semaines.

Des voix: Bravo!

M. McKenzie: Nous espérons qu'on stoppera cet exode massif des investissements et des entreprises au Manitoba. Toutefois, les provinces ne peuvent y arriver seules. Le conseiller en investissements que j'ai consulté m'a fourni des informations détaillées. Sans entrer dans tous les détails, je vous dirai que selon lui les fuites de capitaux du Manitoba entraîneraient la perte de 4,000 emplois.

Avec seulement un million d'habitants, le Manitoba n'est pas une grosse province. Nous comptons parmi les petites. Multipliez ce qui nous arrive par dix. Voilà le genre d'informations que le ministre de l'Industrie et du Commerce devrait obtenir. Il se targue d'être un fervent partisan de la libre entreprise, mais il ne fait rien pour inciter les sociétés à demeurer chez nous. J'aurai d'autres renseignements plus détaillés là-dessus très bientôt.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a fait état l'autre jour des considérables rentrées d'investissements au Canada. Cette déclaration est fausse. J'ai en main les statistiques concernant les investissements étrangers au Canada. À partir de 1976, on a commencé à enregistrer une baisse des investissements au Canada et une augmentation des fuites de capitaux. Cette tendance est très dangereuse. Un éditorial paru le 10 octobre dernier dans le *Financial Times* confirme ma déclaration:

Les sociétés américaines ont réduit de moitié l'augmentation prévue de leur investissement au Canada... De toute évidence, le Canada n'est plus considéré comme un bon endroit pour investir de l'argent.

La remarque d'un groupe d'hommes d'affaires japonais selon laquelle une fiscalité et des salaires élevés ainsi qu'une faible productivité font que le Canada n'est plus rentable sur le marché des investissements avait donc bien un accent de vérité.

Dix-sept grands complexes sont en voie de réalisation aux États-Unis grâce à des capitaux canadiens. Cette année seulement, 2.5 milliards de dollars en valeurs immobilières ont quitté notre pays pour les États-Unis. Trente p. 100 des grands immeubles à appartements de Seattle, dans l'État de Washington, ont été réalisés grâce à des capitaux canadiens. De toute évidence il y a quelque chose qui ne marche pas au Canada. C'est pourquoi je trouve intolérable qu'un nouveau converti du parti libéral encense ce gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. McKenzie: Tous les journaux parlent de fuites de capitaux. Un autre article de journal déclarait récemment:

De plus en plus de capitaux canadiens s'en vont aux États-Unis. La raison est partiellement due au fait que les États-Unis sont actuellement considérés comme un meilleur endroit pour les affaires—à cause de leur fiscalité moins lourde, de leur coût de main-d'œuvre inférieur, de leur plus haute productivité, d'une moindre ingérence de la part du gouvernement; la liste est longue.